

211P-2118

CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC  
DISTRICT DE **MONTREAL**

No: 500-05-002577-953

**C O U R   S U P É R I E U R E**

---

Le 27 juillet 1995

SOUS LA PRÉSIDENTENCE DE:

L'HONORABLE JEAN NORMAND, j.c.s.

---

**ALTA LIMITÉE**, personne morale  
légalement constituée ayant sa place  
d'affaires au 700, boul. Ste-Croix,  
Ville St-Laurent, Qc H4L 3Y3;

**ARGO CONSTRUCTION INC.**, personne  
morale légalement constituée ayant sa  
place d'affaires au 4300, rue Jean-  
Talon ouest, bureau 300, Montréal, Qc  
H4P 1V5;

**BROCCOLINI CONSTRUCTION INC.**, personne  
morale légalement constituée ayant sa  
place d'affaires au 8365, rue Mayrand,  
Montréal, Qc H4P 2E2;

**CEGERCO CONSTRUCTEUR INC.**, personne  
morale légalement constituée ayant sa  
place d'affaires au 25-H, rue de  
Lauzon, Boucherville, Qc J4B 1E7;

**CETIL INC.**, personne morale légalement  
constituée ayant sa place d'affaires  
au 5005, boul. Métropolitain est,  
bureau 200, Montréal, Qc H1R 1Z7;

**CONSORTIUM M.R. CANADA LTÉE**, personne  
morale légalement constituée ayant sa  
place d'affaires au 1260, rue Saint-  
Nicolas, Laval, Qc H7E 4X3;

**CONSTRUCTION CHATEAU ST-MARC INC.**,  
personne morale légalement constituée  
ayant sa place d'affaires au 1600,  
boul. Henri-Bourassa ouest, bureau  
600, Montréal, Qc H3M 3E2;

500-05-002577-953

2

**CONSTRUCTION SOCAM LTÉE**, personne morale légalement constituée ayant sa place d'affaires au 3300, rue Francis-Hugues, Laval, Qc H7L 5A7;

**LES CONSTRUCTIONS SICOR INC.**, personne morale légalement constituée ayant sa place d'affaires au 5005, rue Jean-Talon ouest, bureau 110, Montréal, Qc H4P 1W7;

**DIVCO LIMITÉE**, personne morale légalement constituée ayant sa place d'affaires au 8300, boul. Pie 1X, Montréal, Qc H1Z 4E8;

**MAGIL CONSTRUCTION CANADA LTÉE**, personne morale légalement constituée ayant sa place d'affaires au 750, chemin Lucerne, bureau 200, Montréal, Qc H3R 2H6;

**OMÉGA CANADA DIVISION DE SOGEDEC INC.**, personne morale légalement constituée ayant sa place d'affaires au 755, rue Montpellier, bureau 106, Ville St-Laurent, Qc H4L 4R1;

**QUÉGÉCO INC.**, personne morale légalement constituée ayant sa place d'affaires au 1950, rue Sherbrooke ouest, Montréal, Qc H3H 1E7;

et

**SOCIÉTÉ DESOURDY 1949 INC.**, personne morale légalement constituée, ayant sa place d'affaires au 3350, boul. Wilfrid-Laurier, Saint-Hubert, Qc J3Y 6T2,

**Requérantes,**

c.

**LA CORPORATION DES MAÎTRES MÉCANICIENS EN TUYAUTERIE DU QUÉBEC**, personne morale légalement constituée ayant sa place d'affaires au 8175, rue St-Laurent, Montréal, Qc H2P 2M1;

500-05-002577-953

3

LA CORPORATION DES MAÎTRES  
ÉLECTRICIENS DU QUÉBEC, personne  
morale légalement constituée ayant sa  
place d'affaires au 5925, boul.  
Décarie, bureau 100, Montréal, Qc  
H3W 3C9;

et

L'ASSOCIATION DE LA CONSTRUCTION DU  
QUÉBEC, personne morale légalement  
constituée ayant sa place d'affaires  
au 4970, Place de la Savane, bureau  
300, Montréal, Qc H4P 1Z6,

Intimées,

et

L'ASSOCIATION DES CONSTRUCTEURS DE  
ROUTES ET GRANDS TRAVAUX DU QUÉBEC,  
personne morale légalement constituée  
ayant sa place d'affaires au 435  
Grande-Allée est, Québec, Qc G1R 2J5,

Mise en cause.

---

#### J U G E M E N T

Le Tribunal est saisi d'une requête pour  
jugement déclaratoire. Les requérantes, qui sont des  
entrepreneurs généraux, veulent faire déclarer nulles  
les ententes ayant présidé à la promulgation du Code  
de soumissions déposées (le CODE) ainsi que le CODE  
lui-même, tant dans sa version antérieure (R-5) que  
dans sa nouvelle version (R-4) ou, subsidiairement,  
certaines parties de ce CODE.

Elles soumettent que ces ententes et le CODE  
sont illégaux pour divers motifs que le Tribunal  
regroupe comme suit:

500-05-002577-953

4

1. La capacité des intimées de conclure l'entente;
2. L'atteinte à l'ordre public et le caractère abusif de l'entente et du CODE;
3. Vu le caractère quasi réglementaire du CODE, la déraisonnabilité de certaines de ses dispositions.

De leur côté, les intimées, admettant l'intérêt des requérantes à la présentation de leur requête, nient leurs prétentions et plaident que le Code de soumissions constitue un code d'éthique qui est un contrat intervenu entre les différents intéressés, contrat qui, loin de contenir des clauses abusives ou déraisonnables, a été jugé à plusieurs reprises par les tribunaux comme étant un contrat collectif d'intérêt et d'ordre public.

#### **I.- HISTORIQUE:**

Pour les fins pertinentes du dossier, l'origine du Code de soumissions, qui s'applique à l'ensemble du territoire de la province de Québec, ainsi que celle du Bureau de soumissions déposées du Québec (ci-après le BSDQ), qui est l'organisme établi pour régir les procédures de soumissions, provient d'une première entente conclue le 15 avril 1970 entre la Corporation des maîtres électriciens du Québec (ci-



500-05-002577-953

5

après la CMEQ), la Corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec (ci-après la CMMTQ) et la Fédération de la construction du Québec (ci-après la FCQ).

Depuis 1964, la Loi sur les maîtres électriciens<sup>1</sup> et la Loi sur les maîtres mécaniciens en tuyauterie<sup>2</sup> contiennent toutes deux la disposition suivante, la première à son article 24, la seconde à son article 23:

"Le conseil peut conclure une entente avec une chambre de construction ou un fiduciaire pour l'établissement d'un bureau de soumissions déposées relatives à certaines catégories de travaux dans un territoire déterminé."

C'est en vertu de ce pouvoir que les deux corporations intimées ont conclu une entente avec la FCQ dont le nom fut changé subséquemment pour celui de l'Association de la construction du Québec (ci-après ACQ) par lettres patentes supplémentaires émises le 25 avril 1989.

La FCQ était une corporation constituée par lettres patentes émises le 30 décembre 1965 en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi sur les compagnies<sup>3</sup>. Par lettres patentes

<sup>1</sup> L.R.Q. c. M-3.

<sup>2</sup> L.R.Q. c. M-4.

<sup>3</sup> À l'époque 1964, S.R.Q. c. 271 et devenu maintenant L.R.Q. c. C-38.

500-05-002577-953

6

supplémentaires émises le 11 avril 1989, les objets de la compagnie ont été remplacés; il y a lieu de retenir ceux-ci:

a) Grouper des organismes tels que des syndicats professionnels, des associations, des corporations, dont les membres exercent à titre d'employeurs leurs activités dans le secteur de la construction au Québec;

b) Promouvoir et coordonner généralement l'activité du secteur de la construction et faciliter les relations entre toutes les personnes et les groupements en vue du bien public;

c) Collaborer particulièrement à l'épanouissement des organismes qui en font partie ainsi que coordonner et promouvoir l'activité professionnelle desdits organismes;

d) Faire des règlements;

[...]

g) Promouvoir l'adoption de nouvelles législations favorables et adéquates au secteur de la construction et également collaborer à l'adaptation des législations existantes aux besoins du secteur de la construction au Québec et favoriser la mise en application desdites législations;

[...]

k) Adhérer, s'il y a lieu, à tout organisme patronal dans le but de servir et atteindre les objectifs ci-devant énumérés.

500-05-002577-953

7

L'entente de 1970 donne lieu à un premier CODE (R-5). Par divers actes notariés, les règles d'administration et les règles de soumissions prévues au CODE font l'objet de plusieurs modifications par les signataires: le 19 octobre 1976 (R-7), le 11 mai 1978 (R-8), le 14 octobre 1981 (R-9), le 27 août 1982 (R-10), le 19 mai 1990 (R-11). Le 1er septembre 1993, par acte passé devant la notaire Claire Auger, intervient une nouvelle entente (R-12) qui donne naissance au nouveau CODE (R-4) le 1er novembre 1993.

Les buts de l'entente de 1970 établissant le BSDQ et édictant les règles de soumissions sont décrits ainsi:

"2 - DEFINITION ET BUTS DE L'ENTENTE

- a) Aux fins des présentes, les mots "Bureau des Soumissions Déposées" désignent un organisme destiné à régir les procédures de soumissions dans l'Industrie de la Construction.
- b) Le Bureau des Soumissions Déposées est établi pour les fins suivantes:
  - 1 - Améliorer et régulariser les procédures de soumissions dans l'Industrie de la Construction;
  - 2 - Réglementer les appels de soumissions, le dépôt, l'ouverture, la compilation ... la publication de ces dernières;
  - 3 - Assainir la concurrence entre les soumissionnaires, en prévoyant les manoeuvres déloyales entre eux et à leur égard, et en les protégeant contre les fraudes et les préférences illicites;
  - 4 - Améliorer les services offerts au public."

500-05-002577-953

8

En 1993, les buts de l'entente et du CODE sont énoncés dans les termes suivants:

- "1. faire en sorte que la personne qui reçoit des soumissions puisse les comparer entre elles;
2. assainir la concurrence en assurant la personne qui reçoit des soumissions que les différents soumissionnaires ont fait un effort sérieux pour fournir leur meilleur prix dès le dépôt de leur soumission;
3. déterminer des règles de soumissions communes à tout appel d'offres de façon à améliorer les services offerts au public, aux personnes qui demandent des soumissions et aux entrepreneurs qui soumissionnent ou qui reçoivent des soumissions;
4. permettre au public et particulièrement au maître de l'ouvrage de bénéficier des bienfaits d'une saine concurrence et à les protéger contre des abus dans le processus de soumissions et d'attribution de contrats;"

## II.- LES MOYENS DES REQUÉRANTES:

### 1. La capacité des parties:

#### 1.1 L'absence de pouvoir de l'ACQ de conclure l'entente:

Les requérantes font valoir que les objets de la FCQ devenue l'ACQ ne lui permettent pas la conclusion d'ententes comme celles établissant le BSDQ, mais ne lui permettent que de grouper des organismes dont les membres exercent à titre d'entreprises de construction et de promouvoir l'activité du secteur de la construction.



500-05-002577-953

9

Saisi d'une question identique, dans Association de la construction du Québec c. Immeubles Christian Bélanger Inc.<sup>4</sup>, Monsieur le juge Roger Banford écrivait en page 2586:

" En tant que corporation sans but lucratif, la F.C.Q., auteur de la demanderesse, possédait également tous les pouvoirs reconnus par la *Loi des compagnies*, dont celui de contracter pour les fins visées par ses lettres patentes. Or, l'entente tripartite du 15 décembre 1970, intervenue entre la F.C.Q., la C.M.M.T.Q. et la C.M.E.Q., vise la création d'un organisme devant servir d'intermédiaire entre «les donneurs d'ordre» et les soumissionnaires dans le processus des soumissions pour l'obtention de contrats de construction sur le territoire du Québec. L'entente a pour but de protéger les intérêts de divers intervenants de l'industrie de la construction en leur procurant des services et en leur suggérant des règles d'éthique professionnelle sanctionnées par des mesures disciplinaires.

Une telle entente s'intègre tout naturellement dans l'esprit et le texte des objets généraux de la (demanderesse) et ceux particulièrement reproduits ci-haut. Par conséquent, le Tribunal ne peut que constater la capacité d'agir de la demanderesse à l'égard de l'acte duquel est issu le B.S.D.Q."

Le Tribunal est du même avis et, ceci vaut autant pour l'entente de 1993 (R-12).

---

<sup>4</sup> C.S. (1992) R.J.Q. 2580.

500-05-002577-953

10

### 1.2 L'absence de qualité de l'ACQ:

Les requérantes soumettent que l'ACQ n'est pas un organisme ayant qualité au sens des articles 23 LMMT ou 24 LME<sup>5</sup>.

Selon ces articles, l'entente peut être conclue avec une "chambre de construction" ou avec un fiduciaire. Il est clair que l'ACQ n'est pas un fiduciaire. Les requérantes prétendent qu'elle n'est pas non plus une "chambre de construction", cette qualité ne se retrouvant que chez les associations régionales membres de l'ACQ.

L'appellation "chambre de construction" n'est définie nulle part dans les lois pertinentes, mais la version anglaise des lois des deux corporations intimées la traduit par "builders'association" ce qui, en traduction littérale serait une "association de constructeurs".

Les dictionnaires donnent les définitions suivantes du mot "chambre" pris au sens figuré:

"... - 4. (1631). Assemblée de professionnels élus par leurs confrères pour assurer les fonctions d'information, de défense, de contrôle et de représentation de l'ensemble de la profession : *Chambre d'agriculture, de*

---

<sup>5</sup> Supra notes 1 et 2.

500-05-002577-953

11

commerce. - 5. *Chambre syndicale, syndicat patronal.*"<sup>6</sup>

"... 2. Organisme qui représente et défend les intérêts d'une profession. *La Chambre de commerce et d'industrie.*"<sup>7</sup>

"... 3. (1631) Assemblées s'occupant des intérêts ou de la discipline d'un corps. *Chambre d'agriculture. Chambre de commerce et d'industrie (C.C.I.)* assemblée représentative des commerçants et industriels auprès des pouvoirs publics. - ..."<sup>8</sup>

L'essence même des objets de l'ACQ est la représentation et la promotion de l'intérêt des entrepreneurs en construction. Une "chambre de construction" est un organisme qui a précisément cette finalité. Le Tribunal est d'avis que l'ACQ est une "chambre de construction".

1.3 L'incapacité de la CMEQ et de la CMMTQ de conclure des ententes affectant des personnes non membres de leur corporation.

Les requérantes font valoir que la CMEQ et la CMMTQ étant créées par l'autorité législative provinciale, elles ne sont pas habilitées à conclure des ententes pouvant avoir des effets à l'égard d'autres personnes que leurs membres.

<sup>6</sup> Larousse de la langue française, Librairie Larousse, Paris.

<sup>7</sup> Le Petit Larousse illustré, 1993, Larousse, Paris.

<sup>8</sup> Le Nouveau Petit Robert, Dictionnaire de la langue française 1, Paris.

500-05-002577-953

12

En tout respect, cet argument paraît spécieux puisque l'entente est conclue avec une chambre de construction dont les membres n'ont pas obligatoirement à être membres de l'une ou l'autre des corporations intimées.

Il faut préciser que l'entente ou l'adhésion à l'entente n'est obligatoire que pour les membres des corporations intimées aux termes de l'article 24 de la *Loi sur les maîtres électriciens* et de l'article 23 de la *Loi sur les maîtres mécaniciens en tuyauterie*, dont les dispositions identiques se lisent comme suit:

"

À compter de l'entrée en vigueur d'une telle entente, aucun membre ne peut, sans se rendre coupable d'un acte dérogatoire à l'honneur du métier et être passible des peines disciplinaires prévues par la présente loi et les règlements, sous réserve de tous recours civils qui peuvent naître de telles infractions:

a) soumissionner de quelque manière pour l'exécution des travaux compris dans les catégories définies par une entente autrement que de la façon qu'elle prescrit;

b) contracter pour l'exécution de tels travaux autrement qu'aux prix et conditions de sa soumission déposée suivant cette entente;

c) accorder quelque réduction sur le prix de sa soumission ou verser quelque commission, ristourne, participation ou autre avantage ayant pour effet d'en réduire le prix véritable;

d) chercher à obtenir des renseignements sur une soumission avant qu'elle ne soit ouverte."



500-05-002577-953

13

Les entrepreneurs y souscrivent en signant un engagement. Antérieurement à 1993, cet engagement était la clause C-10 du CODE:

" ENGAGEMENT DU SOUMISSIONNAIRE

Pour avoir le droit de soumissionner par le truchement du BSDQ, toute personne doit avoir au préalable signé l'engagement ci-après.

La signature de cet engagement, lorsque cela est fait au nom d'une compagnie ou d'une société, doit être accompagnée d'une résolution, ou le cas échéant, d'une lettre de la société, confirmant que le signataire est autorisé à lier telle compagnie ou société.

Le BSDQ numérote les engagements dûment complétés et en tient registre. Il communique à chaque personne ainsi engagée le numéro d'engagement qui lui est propre.

Cette personne, chaque fois qu'elle soumissionne, doit inscrire son numéro d'engagement sur l'enveloppe blanche, à l'endroit réservé à cette fin, sous peine de se la voir refuser par le BSDQ.

Le texte de l'engagement ci-après apparaît aussi sur l'une des faces de l'enveloppe blanche, afin de permettre à un soumissionnaire, qui n'a pas de numéro d'engagement, ne l'ayant pas signé antérieurement, d'y souscrire pour fin de dépôt de soumissions.

500-05-002577-953

14

#### ENGAGEMENT

Je, soussigné, .....  
m'engage à me conformer strictement au Code édicté par l'entente établissant le BSDQ, chaque fois que ce Code s'applique (chapitre B) et à observer toutes les dispositions du Code.

À l'égard de tous les autres soumissionnaires qui ont agi en conformité du Code, j'accepte en cas de contravention de ma part d'être responsable des dommages qui pourraient leur en résulter.

À l'égard des parties à l'entente établissant le BSDQ sous réserve et sans affecter les obligations, sanctions, droits et recours prévus en pareil cas en vertu d'une loi, j'accepte en cas de contravention de ma part aux dispositions de ce Code dans toute offre ou soumission, de payer à titre de dommages-intérêts et fixée d'avance, une pénalité égale à cinq pour cent (5%) du prix du contrat obtenu. À défaut par moi de payer la pénalité ci-dessus, une poursuite peut en conséquence, être intentée contre moi par l'une des parties.

Je m'engage aussi à acquitter les amendes et à me conformer aux mesures disciplinaires qui pourraient m'être imposées par l'une ou l'autre des parties à l'entente du BSDQ pour une violation du Code Provincial des soumissions.

Je m'engage aussi, avant de déposer une soumission, à faire toutes les vérifications et à prendre toutes les informations nécessaires, afin de m'assurer que cette soumission soit présentée conformément au Code Provincial de soumissions.

Le présent engagement ainsi que tous changements qui pourraient être apportés aux règlements du BSDQ après la signature de celui-ci, me lie pour tous les actes faits avant la date de révocation. Je me réserve le droit de la faire par écrit et elle n'a d'effet qu'à l'expiration du préavis de trente

15

SIGNÉ à                      le                      ".

## "C-1 ENGAGEMENT DU SOUMISSIONNAIRE

"Je, soussigné, .....  
(nom de l'entreprise)

À l'égard de tous les autres soumissionnaires qui ont agi en conformité du Code, j'accepte en cas de contravention de ma part d'être responsable des dommages qui pourraient leur en résulter.

Je m'engage aussi à acquitter les amendes et à me conformer aux mesures disciplinaires qui pourraient m'être imposées par l'une ou l'autre des parties à l'entente du BSDQ pour une violation du Code.



500-05-002577-953

16

Je m'engage aussi, avant de déposer une soumission, à faire toutes les vérifications et à prendre toutes les informations nécessaires, afin de m'assurer que cette soumission soit présentée conformément au Code.

J'autorise le BSDQ à ne pas remettre ma soumission à un entrepreneur destinataire qui n'a pas signé l'engagement figurant à l'article C-2 du Code.

Lorsque j'aurai obtenu un contrat après avoir déposé une soumission par le truchement du BSDQ, je m'engage à en informer le BSDQ. Je m'engage aussi à payer au BSDQ toute contribution ou à acquitter le coût de toute pièce, document ou service qui me sont fournis suivant les montants fixés de temps à autre par celui-ci et à payer les frais de retrait mentionnés dans le Code.

J'accepte aussi d'être lié suivant les dispositions de l'article C-2 du Code lorsque j'agirai comme entrepreneur destinataire."

Sur l'engagement, l'entrepreneur doit aussi mentionner son numéro de dossier d'entrepreneur émis par la Régie du bâtiment du Québec ainsi que les numéros des catégories ou sous-catégories de licences qu'il détient.

Le BSDQ numérote les engagements en tient un registre. Il communique à chaque personne ainsi engagée le numéro d'engagement qui lui est propre.

## **C-2 ENGAGEMENT DE L'ENTREPRENEUR DESTINATAIRE**

Pour avoir le droit de prendre possession d'enveloppes contenant des soumissions déposées au BSDQ, tout entrepreneur destinataire doit avoir au préalable signé l'engagement ci-après:

"Je, soussigné, .....,  
(nom de l'entreprise)

m'engage à me conformer, quant à l'adjudication des contrats, aux règles contenues dans le Code de soumissions (Code) édicté suivant l'entente établissant le Bureau des soumissions déposées du Québec (BSDQ) et à tout amendement qui pourrait être apporté à ce Code.



500-05-002577-953

17

Je déclare exiger la fourniture d'un cautionnement de soumission accompagné d'une lettre d'intention ou d'une garantie de soumission suivant les dispositions et modalités prévues dans ce Code et ses annexes.

À l'égard de tous les autres entrepreneurs destinataires qui ont agi en conformité du Code et à l'égard de tous les soumissionnaires, j'accepte, en cas de contravention de ma part, d'être responsable des dommages qui pourraient leur en résulter. Je renonce toutefois à prendre des poursuites en dommages contre un autre entrepreneur destinataire pour une violation de sa part aux règles du Code qui ont trait à l'octroi du contrat au plus bas soumissionnaire conforme et qui aurait pu avoir lieu dans les vingt et un (21) mois qui suivront la date d'entrée en vigueur du Code de soumissions telle que déterminée par l'ACQ, la CMEQ et la CMMTQ.

À l'égard des parties à l'entente établissant le BSDQ, sous réserve et sans affecter les obligations, sanctions, droits et recours prévus en pareil cas en vertu d'une loi, j'accepte en cas de contravention de ma part aux dispositions du Code de payer à titre de dommages-intérêts et fixée d'avance, une pénalité égale à cinq pour cent (5%) du prix du ou des contrats conclus en violation du Code. À défaut par moi de payer la pénalité ci-dessus, une poursuite peut en conséquence être intentée contre moi par l'une des parties.

Je m'engage aussi à acquitter les amendes et à me conformer aux mesures disciplinaires qui pourraient m'être imposées par l'une ou l'autre des parties à l'entente du BSDQ pour une violation du Code."

Sur l'engagement, l'entrepreneur destinataire doit aussi mentionner son numéro de dossier d'entrepreneur émis par la Régie du bâtiment du Québec ainsi que les numéros des catégories ou sous-catégories de licences qu'il détient.

Le BSDQ numérote les engagements et en tient un registre. Il communique à chaque personne ainsi engagée le numéro d'engagement qui lui est propre."

500-05-002577-953

18

C'est par la signature de l'engagement que l'entrepreneur non membre de la CMEQ ou de la CMMTQ entre dans le giron du CODE. L'acceptation de l'entrepreneur est un acte volontaire de sa part. S'il le fait, il accepte de se soumettre à ce qu'il a été maintes fois appelé le "contrat collectif" qu'est le CODE.

Il a été abondamment décidé que les dispositions du CODE sont d'intérêt public. Dans Benoit & Kersten Ltd.<sup>9</sup> qui a été constamment suivi, Monsieur le juge Mayrand écrivait:

" Le B.S.D.Q. est un organisme créé par la Corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie, la Corporation des électriciens et la Fédération de construction du Québec. Il sert d'intermédiaire entre le «donneur d'ordre» (propriétaire ou entrepreneur général) et les soumissionnaires (entrepreneurs ou sous-traitants). Il protège leurs intérêts en leur procurant divers services et en leur proposant une éthique et des méthodes professionnelles dont les règles sont formulées dans le Code du B.S.D.Q. qu'ils s'engagent à respecter.

... En adhérant à cet organisme, l'appelante et les intimées se sont engagées à se conformer aux règles du Code relatives aux soumissions et à la passation des contrats envisagés. Les engagements réciproques pris librement par le donneur d'ordre et les soumissionnaires forment à mon avis un contrat collectif qui, loin d'être contraire à l'ordre public, favorise l'honnêteté et le maintien d'une saine concurrence dans le domaine de la construction."<sup>10</sup>

<sup>9</sup> (1978) C.A. 301 à 303.

<sup>10</sup> Ibid, pp. 302, 303.

500-05-002577-953

19

Ce moyen doit être rejeté.

**2. L'atteinte à l'ordre public et le caractère abusif:**

Les arguments des requérantes à ce titre sont de trois ordres: 1) l'atteinte à la liberté de commerce; 2) la déraisonnabilité des dispositions du CODE; 3) le risque à la qualité des édifices. De la plaidoirie des requérantes, le Tribunal retient que leur contestation provient essentiellement d'une obligation nouvellement exprimée dans le CODE R-4: l'octroi du contrat au plus bas soumissionnaire conforme:

**"J-1 CONTRAT SUIVANT SOUMISSION**

Dans tous les cas, le soumissionnaire et l'entrepreneur destinataire adjudicataire ne peuvent contracter à l'égard d'une spécialité assujettie ou quant à des spécialités assujetties regroupées (annexe 11 du présent Code) qu'aux prix et conditions d'une soumission qui a été déposée au BSDQ suivant le présent code.

Le soumissionnaire et l'entrepreneur destinataire adjudicataire ne peuvent convenir d'une réduction sur le prix d'une soumission déposée suivant le présent Code ni d'une commission, ristourne, participation ou autre avantage ayant pour effet d'en changer le prix véritable.

**J-2 ADJUDICATION DU CONTRAT AU PLUS BAS SOUMISSIONNAIRE CONFORME DANS LES CAS OÙ UN CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION ET UNE LETTRE D'INTENTION ONT ÉTÉ FOURNIS PAR LE SOUMISSIONNAIRE**



500-05-002577-953

20

L'entrepreneur destinataire adjudicataire est tenu d'accorder le contrat quant à une spécialité assujettie ou quant à des spécialités assujetties regroupées (annexe 11 du présent Code) au soumissionnaire qui lui a adressé la plus basse soumission conforme aux dispositions du présent Code et dont il a pris possession, sous réserve des dispositions des articles J-3, J-4 et J-6 du présent Code, dans tous les cas où le soumissionnaire a fourni en même temps que sa soumission un cautionnement de soumission et une lettre d'intention ou une garantie de soumission conforme à ce qu'indiqué au chapitre D du présent Code, que ce cautionnement de soumission et cette lettre d'intention ou cette garantie soient requis ou pas par les documents de soumissions ou par le présent Code.

Dans les cas non prévus à l'annexe 111 du présent Code (cas où la fourniture d'un cautionnement de soumission et d'une lettre d'intention ou d'une garantie de soumission ne sont pas obligatoires), l'obligation d'accorder le contrat au plus bas soumissionnaire conforme n'est valide que dans le cas où ce dernier a joint à sa soumission un cautionnement de soumission accompagné d'une lettre d'intention ou une garantie de soumission. Si le plus bas soumissionnaire conforme n'a pas joint ces documents à sa soumission, l'entrepreneur destinataire adjudicataire n'est plus lié par cette règle. L'entrepreneur destinataire adjudicataire ne peut cependant accorder le contrat qu'à un soumissionnaire qui lui a adressé une soumission conforme par le biais du BSDQ, dont il a pris possession, et au prix et aux conditions de cette soumission. De plus, l'entrepreneur destinataire adjudicataire ne peut accorder le contrat à un soumissionnaire dont le prix de la soumission est plus élevé que le prix du plus bas soumissionnaire qui a fourni un cautionnement de soumission et une lettre d'intention ou une garantie de soumission avec sa soumission."

Dans la pratique générale, les entrepreneurs spécialisés dont les travaux couvrent habituellement 60% des travaux du chantier, produisent leurs soumissions au BSDQ. On l'a vu, les membres des corporations intimées doivent le faire. Par



500-05-002577-953

21

l'engagement C-1 signé par le soumissionnaire, sa soumission ne sera remise à un entrepreneur destinataire ou entrepreneur général que si celui-ci a signé l'engagement C-2. Et, si cet entrepreneur général a signé cet engagement, il est tenu, sauf exceptions qu'il n'est pas vraiment utile d'exposer ici vu leur marginalité, d'accorder le contrat au plus bas soumissionnaire conforme.

Le CODE s'applique dans tous les cas où le maître de l'ouvrage, le propriétaire, le requiert. L'article B-1 du CODE R-4 le stipule. Même si le propriétaire ne le demande pas, le CODE s'applique aussi lorsque les conditions mentionnées à l'article B-2 sont rencontrées:

**"B-2 LORSQUE NON REQUIS PAR LE MAÎTRE DE L'OUVRAGE**

Les présentes règles s'appliquent obligatoirement, même lorsque le maître de l'ouvrage ne demande pas qu'elles s'appliquent, à toute soumission visant les travaux de l'une des spécialités assujetties décrites à l'annexe 1 du présent Code si les quatre conditions suivantes sont rencontrées:

- a) lorsque les travaux doivent être exécutés sur le territoire du Québec;
- b) lorsque plus d'une offre est demandée. Il est considéré que plus d'une offre est demandée lorsque plus d'un soumissionnaire est appelé à présenter une offre dans une spécialité assujettie. Est considérée comme étant un appel d'offres toute invitation à soumissionner sous quelque forme que ce soit ou la remise ou la mise en disponibilité des documents de soumissions;

500-05-002577-953

22

c) lorsque le prix de la soumission pour la spécialité assujettie est égal ou supérieur à la somme de 10 000\$;

d) lorsque les documents de soumissions permettent la présentation de soumissions comparables et ce, même si une visite sur les lieux est nécessaire;"

Évidemment, au Québec, le nombre de constructions dont les contrats sont conclus dans le giron du BSDQ est d'une importance majeure et l'entrepreneur général qui n'aurait pas signé l'engagement C-2 verrait ses possibilités de faire des affaires considérablement réduites pour ne pas dire plus.

Il faut se rappeler que c'est par sa signature de l'engagement que l'entrepreneur général devient partie au "contrat collectif" qu'est le CODE. Tant qu'il n'a pas signé, il n'est pas partie au contrat. Les engagements particularisés signés par les requérantes n'ont pas été produits mais la preuve révèle que la quasi totalité des entrepreneurs généraux ont signé l'engagement C-2<sup>11</sup>, même les requérantes, à l'exception d'Oméga Canada.

#### 2.1 L'atteinte à la liberté de commerce:

Les requérantes soumettent que l'article J-2 est contraire à l'ordre public comme portant atteinte à

---

<sup>11</sup> Interrogatoire J.C. Lagacé du 5 mai 1995, pp. 5 à 8.

500-05-002577-953

23

la liberté de commerce. Elles l'expriment ainsi dans leur requête:

"e) Les dispositions de l'article J-2 du nouveau Code (adjudication obligatoire du contrat au plus bas soumissionnaire) sont contraires à l'ordre public comme portant atteinte à la liberté de commerce."

"62. Vos requérantes prétendent donc que le nouveau Code les empêche d'exercer leur métier, car l'obligation de prendre la plus basse soumission conforme fait en sorte que vos requérantes ne sont plus libres de choisir leurs cocontractants, de regrouper les travaux et de les agencer à leur guise, bref de prendre toutes les décisions qui sont l'essence même du métier d'entrepreneur général, ni d'écarter à titre de cocontractant le plus bas soumissionnaire qu'il jugerait incompétent, insolvable, de réputation douteuse ou avec qui il ne pourrait travailler en raison de conflits antérieurs ou litige ou pour tout autre motif raisonnable;"

Les requérantes n'invoquent pas la Charte canadienne des Droits et Libertés<sup>12</sup>, mais plutôt la Common Law.

Les procureurs des requérantes plaident que la liberté de commerce est le fondement du droit au Canada et réfèrent à l'arrêt Sport Maska Inc. c Canstar Sports Group Inc.<sup>13</sup>, où M. le juge André Denis écrit en page 23:

"En dehors des droits monopolistiques accordés par l'une des lois reconnues en la matière au Canada, la liberté de commerce demeure le fondement de notre droit".

<sup>12</sup> Loi de 1982 sur le Canada L.R.C. 1985, app. II, no. 44, annexe B, partie I.

<sup>13</sup> C.S. Montréal, 500-05-006998-932, 7 juillet 1994, j. Denis.

500-05-002577-953

24

Dans cette affaire, M. le juge Denis était saisi d'une action en commercialisation trompeuse, le *passing-off*, qui consiste à faire passer son produit pour celui d'un autre. Dans son jugement, M. le juge Denis réfère aux propos de M. le juge Gonthier dans l'arrêt Ciba-Geigy Canada Ltd. c Apotex Inc.<sup>14</sup>. Dans cet arrêt, M. le juge Gonthier écrit en page 135:

" Ensuite il faut examiner la relation entre les différents commerçants ou fabricants et c'est à ce moment qu'il faut se pencher sur les problèmes de la concurrence. Comme le dit Chenevard (*Traité de la concurrence déloyale en matière industrielle et commerciale* (1914), t. 1, aux pp. 6 et 7), «[1] la concurrence est l'âme du commerce; elle nécessite un effort incessant et est, à ce titre, le principal facteur du progrès économique». Drysdale et Silverleaf (*Passing Off: Law and Practice* (1986) partagent substantiellement le même point de vue, à la p. 1:

[TRADUCTION] Dans les pays dotés d'un système de marché libre, le bon fonctionnement de l'économie dépend de la concurrence entre les entreprises commerciales rivales. C'est le mécanisme de la concurrence qui détermine le prix, la qualité et l'accessibilité des produits et services offerts au public.

Cependant, les commerçants doivent respecter certaines règles qui, avant d'être juridiques, sont au moins morales:

Autant l'effort fait pour enlever à l'adversaire la position qu'il occupe, pour attirer à soi la vente par l'offre de meilleurs marchandises à de meilleures conditions est légitime, lorsqu'on n'utilise que des moyens loyaux, autant cet agissement est blâmable lorsqu'il viole les règles d'honnêteté et de bonne foi qui sont à la base des transactions commerciales. (Chenevard op. cit., à la p 11.)"

<sup>14</sup> (1992) 3 R.C.S. 120.



500-05-002577-953

25

Le Tribunal doute qu'il y ait lieu d'appliquer un concept de Common Law dans une affaire de droit civil. Quoi qu'il en soit, l'étude des jugements ci-dessus permet de constater qu'ils traitent de la liberté de commerce dans un cadre de concurrence déloyale en matière commerciale, ce qui n'est pas le cadre du CODE où tout le monde est sur un pied d'égalité et où il n'y a aucune preuve de collusion quant à la fixation de prix. Cet argument doit donc être écarté.

2.2 Le caractère abusif de certaines dispositions du CODE:

Invoquant les articles 1379 et 1437 C.c.Q., les requérantes soumettent que les dispositions du CODE, auxquelles la signature de l'engagement C-2 les obligent, constituent un contrat d'adhésion dont certaines dispositions sont abusives et en les désavantageant de façon excessive et déraisonnable. Essentiellement, le caractère excessif que plaident les requérantes repose sur les aspects suivants:

"i) l'obligation de signer l'engagement C-2 pour recevoir des soumissions du BSDQ, (CODE, art. C-2 et C-1);

ii) l'obligation d'accorder le sous-contrat de spécialité au plus bas soumissionnaire conforme dont ils ont pris la soumission, donc l'impossibilité de refuser un sous-traitant ou de négocier avec lui les termes de sa soumission, (CODE, art. J-2);

500-05-002577-953

26

iii) l'obligation de s'engager à des sanctions, (CODE, art. C-2);"

Disons tout de suite que, supposant même qu'il s'agisse d'un contrat d'adhésion, l'obligation relative aux sanctions en cas de violation de dispositions contractuelles, n'est pas en soi une disposition abusive, à moins que la sanction ne soit complètement disproportionnée. Ce n'est pas le cas en l'espèce où la sanction financière, à titre de dommages-intérêts, est de 5% du prix des contrats conclus en violation du CODE. Par contre, celui-ci prévoit la possibilité d'autres sanctions (amendes et mesures disciplinaires). Le Tribunal en traitera plus loin.

Les articles 1379 et 1437 C.c.Q. se lisent comme suit:

" **Art. 1379.** Le contrat est d'adhésion lorsque les stipulations essentielles qu'il comporte ont été imposées par l'une des parties ou rédigées par elle, pour son compte ou suivant ses instructions, et qu'elles ne pouvaient être librement discutées.

Tout contrat qui n'est pas d'adhésion est de gré à gré."

" **Art. 1437.** La clause abusive d'un contrat de consommation ou d'adhésion est nulle ou l'obligation qui en découle, réductible.

Est abusive toute clause qui désavantage le consommateur ou l'adhérent d'une manière excessive et déraisonnable, allant ainsi à l'encontre de ce qu'exige la bonne foi; est abusive, notamment, la clause si

500-05-002577-953

27

éloignée des obligations essentielles qui découlent des règles gouvernant habituellement le contrat qu'elle dénature celui-ci."

S'agit-il d'un contrat d'adhésion? Le CODE est un ensemble de règles d'éthique dont le but est de favoriser une saine concurrence dans le domaine de la construction et qui, par l'adhésion de l'entrepreneur, constitue un contrat collectif (arrêt Benoit & Kersten, précité). Ce qui bénéficie aux intéressés, y compris le donneur d'ouvrage propriétaire et au public en général.

Dans C.M.M.T.Q. c. Produits d'Acier Berlie Ltée<sup>15</sup>, Monsieur le juge Blanchet écrit aux pages 5 et 6:

"il est également établi par les tribunaux que cette entente a été adoptée dans le but d'assainir la concurrence, d'éviter les pratiques déloyales et de placer dans une position comparable tous ceux qui ont déposé une soumission. En conséquence, la loi et l'entente doivent recevoir une interprétation large et libérale de façon à ce qu'ils aient leur plein effet."

Il est en preuve que ce CODE est bien connu des entrepreneurs généraux depuis longtemps et que sa dernière révision a fait l'objet de multiples discussions ou consultations au sein des organismes des entrepreneurs généraux (comités, réunions, exposés, etc...) pendant environ trois ans et que les

<sup>15</sup> C.S. Longueuil, 505-05-001247-888, 29 mai 1990, j. Blanchet.

500-05-002577-953

28

entrepreneurs généraux avaient une voix pour faire valoir leur point de vue<sup>16</sup>. L'entente donnant naissance au CODE est le fruit de la volonté de l'organisme représentant les entrepreneurs en construction, y compris les entrepreneurs généraux.

Le Tribunal ne peut voir que le contrat auquel l'entrepreneur général devient partie par la signature de l'engagement contient "des stipulations imposées par l'une des parties ou rédigées par elle pour son compte ou suivant ses instructions". Il serait illogique de conclure en ce sens puisqu'il s'agit d'un "contrat collectif".

Et même s'il s'agissait d'un contrat d'adhésion, la réductibilité des obligations n'est possible que pour les clauses abusives. Ce qui est à la base de l'article 1437 C.c.Q., c'est l'idée d'exploitation<sup>17</sup>. Baudouin écrit:

"La loi entend donc éviter que le contrat d'adhésion ne devienne un instrument d'exploitation et sanctionne, encore une fois, la notion de bonne foi dans les relations contractuelles."<sup>18</sup>

L'article 1437 donne des paramètres pour circonscrire le caractère abusif. Il doit y avoir

<sup>16</sup> Interrogatoire René Lafontaine du 2 mai 1995, aux pp. 5 à 8 et 20 à 23.

<sup>17</sup> Le c. Le, (1994) R.J.Q. 1058, à la p. 1066.

<sup>18</sup> Jean-Louis BAUDOUIN, Les obligations, 4e éd., no. 53, Cowansville, Les Éditions Yvon Blais Inc., 1993.



500-05-002577-953

29

désavantage excessif et déraisonnable et à un degré tel que ce soit à l'encontre de ce qu'exige la bonne foi. Or, celle-ci est sous-tendue par les obligations d'honnêteté et de loyauté.

Le CODE contient-il des dispositions abusives à l'égard des requérantes? Le Tribunal ne le croit pas.

La preuve révèle que la règle de l'octroi d'un contrat au plus bas soumissionnaire conforme est la règle générale ayant cours dans la province de Québec, que ce soumissionnaire soit entrepreneur général ou pas. Que les parties à l'entente aient décidé de l'ériger en principe n'a pas de quoi surprendre.

Les requérantes plaident qu'elles risquent de devoir contracter avec des sous-traitants à la solvabilité discutable, des incompetents, des personnes de moralité douteuse ou encore avec des personnes dont les rapports seraient difficiles en raison de mauvaises expériences passées.

Le CODE prévoit la fourniture par l'entrepreneur spécialisé de garanties de soumission et de cautionnements d'exécution et de paiement de main-d'oeuvre. Ceci est sûrement de nature à rassurer l'entrepreneur général. Un entrepreneur général

500-05-002577-953

30

n'est pas tenu de contracter avec un soumissionnaire qu'il n'aime pas. C'est un choix qu'il a à faire. Mais on ne peut considérer que c'est là un désavantage excessif et déraisonnable.

Il faut bien remarquer que le CODE R-4 ne s'applique que lorsque les travaux sont décrits d'une façon suffisamment détaillée dans les documents de soumissions pour faire en sorte que les entrepreneurs qui soumissionnent présentent des soumissions comparables. Cela signifie que les matériaux et les travaux sont décrits en détail et que les entrepreneurs n'ont pas le choix de la qualité des matériaux et des travaux à effectuer.

Il faut souligner aussi que les entrepreneurs, tant les généraux que les spécialisés, ne sont pas des profanes, mais plutôt des professionnels en matière de soumissions. Ainsi, ils sont certainement en mesure d'identifier les soumissions qui sont conformes de celles qui ne le sont pas. Cela ne signifie pas qu'il n'y aura pas de litiges, qu'il n'y aura jamais d'erreur sur l'appréciation de la conformité. Mais, et surtout, lorsque les intéressés sont des professionnels dans le domaine, ce n'est certainement pas parce que tous les termes d'un contrat ne font pas l'objet d'une définition

500-05-002577-953

31

spécifique, qu'il faut en conclure à imprécision et à déraisonnabilité.

Ce que vise à réprimer le CODE c'est la négociation à la baisse des soumissions que les entrepreneurs spécialisés ont déposées en cherchant à atteindre le prix le plus bas.

La preuve révèle qu'avant le CODE R-4, les négociations de prix, malgré le CODE, étaient de plus en plus fréquentes. Même le plus bas soumissionnaire conforme devait diminuer son prix s'il voulait obtenir le contrat, par crainte et suite aux pressions de l'entrepreneur général adjudicataire d'accorder le contrat à un autre soumissionnaire qui acceptait de diminuer son prix. Ainsi, le Code R-5 n'atteignait plus son but. Les soumissionnaires ne donnaient pas, par le biais du BSDQ, leur meilleur prix. Les plus bas soumissionnaires conformes qui obtenaient les sous-contrats, soit environ 80%, ne les obtenaient pas à leur prix. L'éthique et l'intérêt public étaient mis de côté.

Par le CODE R-4, l'entrepreneur général et l'entrepreneur spécialisé à qui son soumissionnaire a adressé sa soumission et finalement, le propriétaire donneur d'ouvrage, bénéficient tous du prix le plus bas fourni par un entrepreneur qui a consacré temps, énergie et argent à le chiffrer, qui a fait un effort

500-05-002577-953

32

sérieux pour chiffrer au prix le plus bas possible, prix qu'il ne peut modifier par la suite.

Si le CODE R-5 a été maintes et maintes fois reconnu par les tribunaux comme étant d'intérêt public, le nouveau CODE R-4 l'est tout autant et même plus encore. L'aspect d'intérêt public n'est pas conciliable avec le désavantage excessif et déraisonnable que prétendent les quatorze entrepreneurs généraux requérants sur les quelques 1500 entrepreneurs généraux du Québec qui ne sont pas à la fois membres de l'une ou de l'autre des corporations intimées.

### 2.3 La sécurité et la solidité des édifices:

Les requérantes prétendent que l'obligation d'accorder le contrat selon la stricte règle du plus bas soumissionnaire conforme est une atteinte à l'ordre public en ce qu'elle peut représenter un risque à la qualité des constructions.

Cette prétention n'est pas supportée par la preuve. Le rapport de Daniel Denis, expert pour les requérantes, outre qu'il traite de la conception de l'industrie de la construction québécoise par rapport aux exigences contemporaines et qu'il formule des points de vue intéressants dans une vision de plus grande compétitivité, ne permet que de conclure que



500-05-002577-953

33

la règle de l'octroi du contrat au plus bas soumissionnaire conforme n'est une garantie, ni de la meilleure qualité, ni d'économie à long terme, mais ne permet pas d'inférer que cette règle puisse causer un risque à la sécurité et à la qualité des constructions. D'ailleurs, Monsieur Denis reconnaît que la compétence n'est pas en cause:

"Personne ne conteste la compétence et le talent des entreprises ou des travailleurs de la construction du Québec."<sup>19</sup>

Cet argument doit donc être écarté.

3- Le caractère déraisonnable et l'aspect quasi-réglementaire:

Les requérantes soumettent que l'entente et le CODE, sans être des règlements, ont une portée quasi-réglementaire, et que certaines dispositions doivent être invalidées. Elles l'expriment ainsi au paragraphe 67 de leur requête:

"67. Or, les dispositions du nouveau Code ci-dessus énumérées dénotent justement soit un aspect déraisonnable, soit un aspect d'imprécision entraînant de ce fait leur invalidation:

- l'article B-2, soit l'application obligatoire du Code dans certains cas, même à l'encontre de la volonté du maître de l'ouvrage;

<sup>19</sup>

Rapport Daniel Denis, Groupe Secor, p. 11.

500-05-002577-953

34

- l'article C-1, soit l'obligation de l'entrepreneur soumissionnaire de signer un engagement permanent;
- l'article C-2, soit l'obligation de l'entrepreneur destinataire de signer un engagement permanent;
- l'article D-10, soit l'obligation des soumissionnaires de fournir, lorsque la soumission est de plus de 50 000 \$, un cautionnement de soumission de 50 000 \$;
- les articles I-1 et I-3, soit l'obligation d'accepter, dans certaines circonstances, une soumission unique, sans pouvoir faire un rappel d'offres;
- l'article J-1, soit la prohibition de négocier entre l'entrepreneur et le soumissionnaire;
- l'article J-2, soit l'aspect vague de certains termes, notamment le mot "conforme" qui n'est nullement défini dans le Code, et l'adjudication obligatoire du contrat au plus bas soumissionnaire;
- l'article J-5 qui oblige un soumissionnaire à contracter uniquement avec un entrepreneur destinataire auquel il a acheminé une soumission par l'intermédiaire du BSDQ;".

Les clauses ici invoquées, sont les mêmes que celles que les requérantes invoquaient dans leur moyen de droit civil relatif au contrat d'adhésion.

Les requérantes ont toutefois ajouté qu'elles ne pouvaient être soumises à des amendes ou à des mesures disciplinaires, sanctions auxquelles l'engagement C-2 les forcent à convenir.

500-05-002577-953

35

Malgré qu'elles qualifient l'engagement C-2 de permanent, il ne l'est pas. Les entrepreneurs généraux sont libres de souscrire et de retirer leur engagement. Evidemment, s'ils n'ont pas d'engagement "en force", c'est qu'ils refusent de souscrire au "contrat collectif" avec les conséquences qui en découlent.

Contrairement à ce qu'en disent les requérantes, le CODE n'est rien d'autre qu'un document contractuel auquel elles peuvent ou non souscrire et devenir ainsi partie au "contrat collectif". Le Tribunal a déjà décidé que les clauses de ce contrat n'étaient pas abusives ni imprécises dans le milieu où elles s'appliquent. Sauf quant à l'aspect disciplinaire, cela suffirait pour disposer de ce moyen.

Sur ce dernier aspect, l'engagement de l'entrepreneur destinataire contient la disposition suivante:

"Je m'engage aussi à acquitter les amendes et à me conformer aux mesures disciplinaires qui pourraient m'être imposées par l'une ou l'autre des parties à l'entente du BSDQ pour une violation du Code."

L'imposition d'amendes relève du Parlement qui peut toutefois autoriser une autorité administrative

500-05-002577-953

36

à exercer ce pouvoir<sup>20</sup>. Les corporations intimées ont été investies d'un tel pouvoir<sup>21</sup>. Un entrepreneur général peut aussi être membre de la CME ou de la CMMTQ, ou des deux. C'est notamment le cas de Lambert-Somec<sup>22</sup>.

L'ACQ n'a pas ce pouvoir, mais l'entrepreneur général peut être poursuivi par recours d'ordre contractuel.

On n'a pas établi devant le Tribunal de cas où l'on aurait imposé une amende à l'une ou l'autre des requérantes. On a produit comme pièce R-28 des avis de convocation adressés à certaines requérantes pour qu'elles puissent faire des représentations devant un comité de l'ACQ à l'égard d'allégations de violation de leurs engagements contractuels dans l'octroi de sous-contrats. Il n'est pas anormal, loin de là, de désirer entendre une partie dans un processus d'examen de l'à-propos d'intenter des poursuites contre elle.

Ce que les requérantes recherchent, c'est l'invalidation du CODE ou de certaines dispositions, dont l'article C-2. Bien que le Tribunal estime que

<sup>20</sup> René DUSSAULT, Traité de droit administratif canadien et québécois, Tome I, P.U.L. 1974, p. 776.

<sup>21</sup> Loi sur les maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec, art. 23 et 27; Loi sur les maîtres électriciens, art. 25 et 28.

<sup>22</sup> Affidavit de Denis Lindeau.



500-05-002577-953

37

l'ACQ n'ait pas le pouvoir d'imposer des amendes, il n'y a pas lieu d'invalidier cet article, même en partie, car la disposition peut néanmoins s'appliquer à des entrepreneurs généraux membres d'une corporation intimée. Le CODE R-4 prévoit en effet le maintien des dispositions de l'article C-9 de l'ancien CODE R-5, tel qu'amendé le 19 mai 1990 (R-11), qui, dans certains cas, permet à cette catégorie de personnes de choisir l'organisme disciplinaire auquel elles veulent être soumises, tout en reconnaissant la compétence de l'organisme choisi.

Ce moyen des requérantes est également rejeté.

**III- LES DÉPENS:**


Les intimées, comme les requérantes, demandent que les dépens incluent les frais d'expertises. Ceux-ci peuvent être inclus dans les dépens lorsque le Tribunal les juge utiles. Tel n'est pas le cas.

500-05-002577-953

38

**PAR CES MOTIFS, LE TRIBUNAL**

**REJETTE** la requête avec dépens.

  
**JEAN NORMAND, j.c.s.**

**Me Benoît Roussy, Me Pierre Gariépy et  
Isabelle Boivert, stagiaire  
GUY & GILBERT  
Place Mercantile  
770, rue Sherbrooke ouest, bur. 2200  
MONTRÉAL, Qc H3A 1G1  
Procureurs des requérantes;**

**Me Jean Morin et Me Marie-Josée Côté  
GRONDIN, POUDRIER, BERNIER  
Édifce Mérici  
801, chemin St-Louis, bur. 200  
QUÉBEC, Qc G1S 1C1  
Procureurs des intimées;**

**Me Gisèle Bourque  
435 Grande-Allée est  
QUÉBEC, Qc G1R 2J5  
Procureure de la mise en cause.**